

le métier qu'ils possèdent ou acquérir d'autres spécialisations plus conformes aux exigences des nouvelles industries. A elle seule, cette loi suffira à donner d'importants résultats, tant pour le présent que pour l'avenir du Canada.

J'aimerais faire mention d'un autre bill. Il s'agit de la loi concernant les prêts aux petites entreprises. Le petit homme d'affaires qui a tout placé son avoir dans une entreprise a maintenant l'occasion d'agrandir son commerce et de réaliser ses ambitions. Pendant trop longtemps, les petites entreprises ont été oubliées sur le comptoir des laissés-pour-compte. Elles ont été laissées à leurs propres forces. Peut-être, qui sait, ce projet de loi fera-t-il surgir nombre de nouvelles et importantes industries?

**M. Hazen Argue (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, aujourd'hui s'achève le débat sur le petit budget, et on peut dire, je crois, que les députés au cours de ce débat ont surtout cherché à savoir pourquoi on avait fait tant de tapage, tant de préparatifs pour un budget si creux et si médiocre pour notre pays.

En faisant son discours, le ministre des Finances (M. Fleming) n'a pas eu l'air d'avoir la moindre idée de la grave crise économique qui sévit en ce moment au Canada. Il a même dit une fois, dans ce contexte: «Le Canada? mais dans l'ensemble il se porte bien!»

La première chose qui s'impose à un gouvernement qui remédierait à une crise économique, ce serait d'en comprendre l'existence. Il ne devrait pas être nécessaire, à l'heure actuelle, que les membres de l'opposition en fournissent des preuves, alors que notre pays est aux prises avec une crise nationale grave, que notre produit national brut est demeuré presque stationnaire, que le Canada ne connaît pas d'essor, et que nous ne parvenons pas à soutenir la concurrence avec l'étranger dans le domaine économique. Le gouvernement reste inactif alors que des centaines de milliers de Canadiens manquent de sécurité et touchent des salaires insuffisants. Les chiffres récents révèlent un chômage très prononcé.

Le premier ministre (M. Diefenbaker) passe à la télévision, mais reconnaît-il que la crise économique existe? Pas du tout. Il dit qu'à un moment, sous un gouvernement précédent, les statistiques étaient pires qu'elles ne le sont maintenant, et il se rassène, semble-t-il, en constatant que les choses ne vont pas aussi mal que pendant les années trente.

J'ai remarqué que le ministre des Finances a parlé à un certain moment de l'immigration, pour tâcher d'expliquer l'existence du chômage. Il a dit notamment que si nous avons tant de mal à fournir des emplois, c'est surtout parce qu'il y a eu tant de naissances durant les années de guerre.

[M. Monteith (Verdun).]

J'ai honte d'entendre un ministre et un gouvernement invoquer le trop grand nombre de Canadiens en âge d'assumer un emploi et de voir le gouvernement incapable de fournir des emplois à notre population croissante. C'est l'excuse la plus stupéfiante qu'un gouvernement puisse donner pour expliquer qu'il ne peut remédier à la situation du moment. Le gouvernement dit que la chose remonte aux années de la guerre, qu'il y a eu trop d'enfants au début des années quarante. Ils sont nés en trop grand nombre pour que le parti conservateur, en 1961, puisse arriver à fournir des emplois et des occasions d'emploi aux Canadiens!

**M. Bell (Carleton):** Voilà une fantastique déformation des faits.

**M. Argue:** Le député d'Essex-Est (M. Martin) a prononcé un discours et le premier ministre est ici. Il doit prendre part au débat plus tard. Il faudrait que quelqu'un sorte le présent gouvernement de l'ornière, il faudrait qu'on vienne à son secours dans le présent débat. Il me semble que le premier ministre serait l'homme tout désigné, mais même lui ne pourra pas secourir le gouvernement sans de grandes difficultés en face de cette grave crise nationale.

Une des causes de cette situation pénible, c'est que le gouvernement tient à tout prix au régime de l'entreprise privée. C'est-à-dire qu'on permet aux commerçants de prendre des décisions, tandis que le gouvernement, lui, reste passif. En fait, c'est le gouvernement qui doit donner l'impulsion. En fait, nous pensons que le gouvernement devrait nous présenter tout de suite un vaste programme national en vue de combler les nombreux besoins urgents qui se posent, créant ainsi de l'emploi pour tous les Canadiens.

Il y a bien des choses qu'il faudrait faire maintenant. Ainsi, les Canadiens ont besoin de maisons. Il faudrait lancer un vaste programme de construction de maisons, un vaste programme d'élimination des taudis, au lieu du programme boîteux et craintif du gouvernement, programme qui, l'année dernière, a fait diminuer plutôt que d'augmenter le nombre des mises en chantier. Il nous faut des écoles et des hôpitaux. Je crois aussi que nous pourrions avoir plus d'automobiles. S'ils avaient les emplois et les revenus nécessaires, les Canadiens pourraient acheter toutes les automobiles que nos fabriques peuvent produire. Qu'on aille dans n'importe quelle grande ville du pays et on verra, je pense, qu'on a besoin d'écoles et d'hôpitaux.

Nous avons besoin aussi d'un vaste réseau de routes modernes. Voilà précisément un domaine où le gouvernement devrait donner le ton. En 1912, déjà, les États-Unis ont lancé un grand programme de construction de